

Sommaire

Avant-propos — 7

Portrait du vieil intellectuel en jeune dissident — 16

La vie intellectuelle a-t-elle des événements? — 24

La surlégitimation — 29

L'immigré et la loi du consensus — 39

La feinte douleur — 46

Les raisins sont trop verts — 50

La division de l'*arkhè* — 57

Société du spectacle ou société de l'affiche? — 66

Sept règles pour aider à la diffusion des idées
racistes en France — 71

La loi et son fantôme — 76

Ce qu'«intellectuel» peut vouloir dire — 82

Pas de crise dans la crise — 87

Politique et identité — 90

Les raisons croisées — 98

Le 11 septembre et après: une rupture
de l'ordre symbolique? — 112

De la guerre comme forme suprême du consensus
ploutocratique avancé — 123

Un communisme immatériel? — 132

La science avancée et ses objets arriérés — 137

L'État et la canicule —	142
À propos du voile islamique : un universel peut en cacher un autre —	146
La démocratie, un scandale nécessaire —	150
Le philosophe sans porte-voix —	156
L'impureté politique —	159
Élection et raison démocratique —	171
Politiques de la mésentente —	176
Mai 68 revu et corrigé —	194
Le plaisir de la métamorphose politique —	198
«Le pire des maux est que le pouvoir soit occupé par ceux qui l'ont voulu» —	210
Communistes sans communisme ? —	217

Avant-propos

Les textes ici rassemblés l'ont été selon l'idée et le choix de l'éditeur. Plus de trente ans séparent le premier du dernier, mais ils ont un point commun. Tous répondent à la contrainte d'un présent. Cette contrainte peut être différente : c'est parfois celle d'un conflit qui commande de prendre parti et d'en donner les raisons – lois françaises sur l'immigration ou invasion américaine en Irak. Mais c'est parfois aussi celle d'événements d'importance variable – d'une canicule meurtrière à une enquête sociologique anodine – qui permettent de saisir le fonctionnement actuel du pouvoir et les schémas d'interprétation qui nous gouvernent. Ce peut être encore un anniversaire qui invite à un bilan : les quarante ans de Mai 68 ou les vingt ans d'un magazine.

Chacune de ces circonstances est ici traitée comme l'occasion d'un double exercice. Il s'agit d'identifier ce qui fait la singularité d'un moment politique et de dessiner la carte du présent qu'il définit. Parler de moments politiques n'implique pas l'idée dont on a souvent crédité – ou accusé – l'auteur de ces lignes : l'idée que la politique n'existe qu'en de rares moments insurrectionnels arrachés au cours normal des choses. Les événements qui motivent les pages ici rassemblées ont souvent plus à voir avec les démonstrations de pouvoir – ordinaires ou exceptionnelles – des

Moments politiques

oligarchies qu'avec les manifestations radicales de la puissance égalitaire. Parler de moments politiques, c'est d'abord dire que la politique ne s'identifie pas au cours ininterrompu des actes des gouvernements et des luttes pour le pouvoir, qu'elle existe quand la gestion ordinaire de leurs objets s'ouvre sur la question de ce qu'elle est elle-même, du type de communauté qu'elle concerne, de ceux qui sont inclus dans cette communauté et du titre auquel ils le sont. La politique entre en jeu dès qu'il devient clair que les équilibres – de populations, de budgets ou autres – que les pouvoirs manipulent impliquent une imagination de la communauté. Elle entre en jeu, en France à l'automne 1995, quand la question de l'équilibre des caisses de retraite sort de son caractère comptable et laisse apparaître les questions : à quel type de communauté se trouvent associés les calculs du futur de chacun ; et qui est en mesure de discuter de cette communauté. À ce moment, un peuple qui affirme dans la rue une certaine idée et une certaine pratique de la solidarité se distingue du peuple qui remet à ses représentants le choix des meilleurs calculs, et les raisons d'une intelligence partagée s'opposent aux explications d'un pouvoir maître d'école. Mais elle entre aussi en jeu quand un gouvernement décide des seuils à partir desquels ceux qui viennent travailler et vivre dans un pays étranger y sont en excédent sur ce que ce pays peut accepter, ou définit les traits qu'ils doivent présenter pour répondre aux valeurs qui constituent la communauté nationale. Ces manières de traiter les affaires communes sont en fait des manières de configurer et de reconfigurer une communauté, de définir sa nature et de dessiner la figure de ceux qu'elle inclut ou exclut. Simplement, ce travail d'imagination ne cesse de se dénier lui-même, de présenter ses descriptions comme la simple recension des données et des problèmes dont le cours

du temps et l'évolution du monde imposent l'évidence. C'est ce que le mot *consensus* veut dire. Un moment politique advient quand la temporalité du consensus est interrompue, quand une force est capable de mettre à jour l'imagination de la communauté qui est engagée là et de lui opposer une autre configuration du rapport de chacun à tous. La politique n'a pas besoin de barricades pour exister. Mais elle a besoin qu'une manière de décrire la situation commune et d'en compter les partenaires s'oppose à une autre et qu'elle s'y oppose sensiblement. C'est aussi pourquoi elle n'existe que par moments : cela ne veut pas dire par éclats fugitifs mais par construction de scènes de dissensus. Un moment, ce n'est pas simplement une division du temps, c'est un autre poids jeté dans la balance où se pèsent les situations et se comptent les sujets aptes à les saisir, c'est l'impulsion qui déclenche ou dévie un mouvement : non pas un simple avantage pris par une force opposée à une autre, mais une déchirure du tissu commun, une possibilité de monde qui se rend perceptible et met en cause l'évidence d'un monde donné.

Ceci veut dire deux choses apparemment contradictoires. La première est que la politique existe seulement par l'action des sujets collectifs qui modifient concrètement les situations en y affirmant leur capacité et en construisant le monde de cette capacité : employés des transports qui se font marcheurs pour affirmer qu'ils sont aussi capables que les experts ministériels de penser à l'avenir et redessinent ainsi une ville de marcheurs solidaires ; grévistes africains de la faim qui font voir qu'ils sont d'ici aussi bien que ceux qui y sont nés avec une peau plus claire, qu'ils contribuent par leur travail à la vie commune et par leur usage de la parole et de la lutte à la communauté politique, etc. Certains en tirent la conséquence que

Moments politiques

seuls peuvent parler de politique les militants des organisations. Mais sous la figure du militant, deux choses sont alors confondues : les formes d'action par lesquelles les coordonnées du possible sont modifiées et la relation d'appartenance à un collectif. Si l'action politique d'un collectif défait un monopole de la parole légitime, ce n'est certainement pas pour en reconstituer un autre à son profit. C'est au contraire pour ouvrir un espace d'investigation où il est permis à n'importe qui de parler, à la condition d'exposer sa parole à la vérification et de mettre à l'épreuve sa capacité de faire résonner la puissance d'une action et d'élargir l'espace de cette résonance. On nomme habituellement cet espace *opinion*, et l'opinion passe depuis Platon pour le contraire de la pensée, l'activité cérébrale qui est à la portée des gens du commun. Mais l'opinion est bien plutôt l'espace même où se déterminent ensemble les possibilités de la pensée et le mode de communauté qu'elle définit. Elle n'est pas l'espace homogène de la moindre pensée mais celui de la querelle sur ce qui est pensable d'une circonstance et sur les conséquences que cette pensée entraîne. La politique comporte aussi le travail d'élargir l'espace du *dissensus* en luttant contre la machine interprétative qui sans cesse efface la singularité des circonstances ou la réinscrit dans les catégories de la domination, transformant ceux et celles qui ont manifesté la puissance de tous en représentants de populations arriérées, de corporations égoïstes ou de minorités bien circonscrites. La politique n'existe que par l'action de sujets collectifs, mais la consistance des mondes alternatifs que ceux-ci construisent dépend elle-même de la bataille incessante des interprétations – étatiques, médiatiques, scientifiques et autres – qui s'en saisissent.

De ce point de vue la séquence de temps que couvrent ces textes – entre l'été 1977 et le printemps 2009 –

est particulièrement significative. Savoir en quoi cette signification consiste est aussi affaire de politique. L'opinion dominante a qualifié cette période, de la façon la plus simple, comme un temps d'après : postmodernité, fin des utopies, de la politique, de l'histoire et de tout ce qui est susceptible de finir. Les textes ici réunis ont été écrits à partir d'une conviction simple : ces explications en termes de changement des temps ou de fin d'un monde ne sont pas seulement un signe de paresse. Elles sont elles-mêmes parties prenantes d'une logique intellectuelle de la domination qu'il faut nommer de son nom propre : les trente années qui séparent le premier et le dernier de ces textes ont été le théâtre, en France où ils ont été écrits et bien plus largement dans l'univers occidental, non pas simplement d'un retrait des grands récits et des grandes espérances, mais d'une intense contre-révolution intellectuelle. On reconnaîtra ici quelques-uns des jalons de cette contre-révolution. Ce fut, dans la France de la fin des années 1970, l'émergence d'une « nouvelle philosophie » qui n'était pas plus nouvelle que philosophique mais qui restaurait, au prix de la traduire en langage à la mode, la vieille sagesse réactionnaire assurant que toute tentative de justice sociale ne peut conduire qu'à la terreur totalitaire. En 1991, au lendemain de l'effondrement de l'empire soviétique, la première guerre du Golfe rendait légitimité, dans l'opinion intellectuelle occidentale, à ce droit universel d'intervention de la puissance américaine qu'avaient mis à mal la guerre du Vietnam et les mouvements qui l'avaient dénoncée. Lors des grèves de l'automne 1995 en France, c'étaient des pans entiers de l'intelligentsia de gauche qui venaient soutenir l'assaut gouvernemental contre les retraites des travailleurs des transports et fixer, avec les arguments marxistes d'hier, le credo réactionnaire au nom duquel allait se déployer l'offensive contre tous les

Moments politiques

acquis des luttes ouvrières : dénonciation des « privilégiés » ouvriers qui opposent leurs intérêts égoïstes à court terme aux nécessités de l'évolution économique et aux exigences du bien commun. C'étaient ensuite, dans l'Amérique d'après le 11 septembre, la sacralisation du droit d'ingérence associé à celui d'une « justice infinie » à exercer contre l'empire du mal, les mensonges de la propagande d'État sur les armes de destruction massive, validés par la presse libérale et l'opposition démocrate, avant d'être remplacés par les proclamations de la démocratie en marche. C'étaient en Europe les progrès des mouvements xénophobes, en France l'alignement de la gauche officielle sur la nécessité de régler le « problème immigré » pour éviter que l'immigration ne fasse problème et la surenchère de la gauche « républicaine et laïque » pour assurer l'identification entre immigration, Islam, communautarisme, arriération et fanatisme.

On pourrait évoquer bien d'autres formes et étapes de cette contre-révolution intellectuelle qui s'est lentement appliquée à transformer toutes les formes d'action révolutionnaire, toutes les luttes sociales et les mouvements d'émancipation du passé en prodromes du totalitarisme, à présenter toute affirmation collective opposée à la soumission de tous les rapports sociaux à la logique du marché comme symptôme d'arriération et à faire de la démocratie le règne du consommateur abruti. Il ne faut pas sous-estimer le poids jeté dans la balance par ce travail intellectuel interminable généralement assuré par des marxistes reconvertis, employant au service du système dominant les mêmes arguments qui étaient naguère censés le critiquer. Car il n'est pas vrai que les offensives de l'oligarchie capitaliste et étatique depuis trente ans se soient déployées sans résistance. En témoignent des manifestations de masse comme celles qui,

en Angleterre, en Italie ou en Espagne, ont défié l'aide apportée par les gouvernements de ces pays à l'invasion de l'Irak. En témoignent aussi, à une échelle différente, une multitude d'actions souvent invisibles sur la scène médiatique : celles, par exemple, des individus et des petits groupes qui ont refusé que des enfants disparaissent de leur école ou que les vols des compagnies aériennes régulières servent à des opérations de police. Il est vrai en revanche que les manifestations de cette résistance ont été, avec une violence intellectuelle sans cesse accrue, saisies dans des grilles d'interprétation qui les ont annulées ou recodées dans les catégories de la pensée dominante. La contre-révolution intellectuelle est assurément peu de chose en termes de pensée. Mais ce peu de pensée prouve son efficacité quand un État qui envoie ses policiers cueillir les enfants des « clandestins » aux portes des écoles est conforté dans son action par la rhétorique de la république universaliste et laïque, ou quand les groupes financiers qui détruisent les emplois et déplacent les travailleurs pour assurer leurs profits et les gouvernements qui détruisent systématiquement les systèmes de solidarité et de protection sociale se voient justifiés par le même discours de la rationalité économique et de la nécessité historique qui promettait hier un avenir socialiste.

Les textes ici rassemblés se situent dans l'espace polémique où les manifestations du pouvoir de n'importe qui sont l'objet d'une guerre des interprétations. Ils veulent contribuer à rendre sensibles les ruptures que les inventions égalitaires opèrent dans le tissu de la domination et les opérations de pensée qui continuellement s'attachent à les effacer. Ils sont donc, si l'on veut, des textes de circonstance. Mais ces « textes de circonstance » sont eux-mêmes portés par l'idée qu'il n'y a pas de politique hors des circonstances qui

Moments politiques

à chaque fois obligent à la discerner. On peut le dire autrement : il n'y a pas de théorie politique, ou encore : toute théorie politique est un discours de circonstance sur les circonstances de la politique – une manière de dire les lieux et les moments de son intervention, les objets qui relèvent de son action, les sujets qui y prennent part. De ce point de vue, une analyse des formes d'universel convoquées pour justifier une loi sur le port du foulard islamique ou des idées de la démocratie et de la liberté qui légitiment une invasion militaire ne sont pas moins théoriques que l'analyse de quelques lignes de Platon ou d'Aristote définissant les conditions du bon gouvernement. L'inverse est également vrai, comme la rhétorique des néoconservateurs américains et de leurs émules français nous en a suffisamment instruits : l'appropriation des textes de l'antiquité grecque peut être plus politique dans ses effets que l'analyse des dernières élections. Il n'y a pas la théorie d'un côté et, de l'autre côté, la pratique chargée de l'appliquer. Il n'y a pas non plus d'opposition entre la transformation du monde et son interprétation. Toute transformation interprète et toute interprétation transforme. Il y a des textes, des pratiques, des interprétations, des savoirs qui s'articulent les uns sur les autres et définissent le champ polémique dans lequel la politique construit ses mondes possibles.

C'est sur ce terrain que ces textes se meuvent. C'est dire qu'ils ne se réclament pour parler de politique d'aucune vocation à penser l'universel caractéristique d'un personnage défini comme intellectuel. Plusieurs textes de ce recueil, à commencer par le premier, marquent le refus de construire une telle identité. Ce n'est pas seulement qu'elle sert de drapeau à quelques pitres qui commencent leur carrière en tribuns de la plèbe souffrante pour la finir en courtisans des ambi-

tieux les plus ordinaires. C'est que l'idée même d'une classe d'individus qui aurait pour spécificité de penser est une bouffonnerie que la bouffonnerie seule de l'ordre social peut rendre pensable. Les rares fois où ce terme a été revendiqué avec quelque noblesse, c'est lorsqu'il l'a été pour déclarer le droit à la parole de ceux à qui on ne demandait pas leur avis ou la capacité de penser les choses communes propre à ceux dont ce n'est pas supposé être l'affaire. Le nom d'« intellectuel » comme qualification d'un individu est vide de sens. Comme sujet politique collectif, il ne peut être que la mise en œuvre d'une contradiction performative : ceux qui l'emploient y renoncent à toute autorité liée à l'exercice d'une profession ou au privilège d'un savoir spécifique. Ils y déclarent une intelligence qui appartient à tous, une intelligence sans spécificité. Ils en manifestent la singularité au regard de toutes les formes de l'expertise autorisée ou de la parole légitime.

Les textes qu'on va lire ne sont pas les manifestes d'un collectif intellectuel, ils ne sont pas l'explication qu'un savant peut donner de l'état du monde ni les prescriptions qu'un moraliste peut tirer des normes de la vie en commun. Ils sont une contribution individuelle au travail par lequel individus et collectifs sans légitimité s'appliquent à redessiner la carte du possible.

Paris, juin 2009